



Informations

et Analyses

Libertaires

Journal de l'Organisation Anarchiste

Dossier : Histoire de lutte : *Mai 68* / Pages 14-27

Sommaire du N° 111

Solidarité avec la ZAD / Pages 3- 5

Article analysant les étapes de la lutte depuis janvier

Relaxe à Saint-Gaudens... Une victoire contre tous les fichages ! / Pages 6,7

Histoire d'un procès militant contre tous les flicages

Figures anarchistes... / Pages 8-13

Jean-Baptiste VALLET, Antoine DIMONT, François MINET et d'Henri TERRENOIRE ... Militants anarchistes de l'Allier

Dossier : Histoire de lutte - Mai 68 / Pages 14-27

Triptyque autour des événements qui secouèrent l'hexagone il y cinquante ans...

Nous irons jusqu'au bout / Pages 28, 29

« Face à une oligarchie qui défend ses privilèges par tous les moyens il ne faut pas désespérer, il faut juste lutter encore et toujours. »

Contacter « Organisation Anarchiste / Page 30

Entrer en contacts avec nos groupes et liaisons



Solidarité avec la ZAD

Mat (Perpignan-GAPA) - avril 2018

Le 17 Janvier 2018, lors de l'intervention télévisée du Premier ministre Édouard Philippe, deux pensées nous sont venues. Nous avons pensé « *c'est gagné* » avec l'abandon du projet d'aéroport et en même temps nous nous sommes dit « *quand est-ce que la police délogera la ZAD ?* ».

Parce qu'il était aisé de comprendre que le projet de vie des copains de *Notre Dame Des Landes* allait à l'encontre des logiques d'État. Le Premier ministre laissait planer l'ombre d'une intervention policière en posant deux ultimatums.

Le premier portait sur la libération de l'axe routier RD281, autrement appelé route des chicanes, avant la fin de la semaine (au jour de l'intervention médiatique).

Le second posait directement les éléments d'une attaque policière contre la ZAD et ses occupant-e-s. Le Premier ministre ne préconisait-il pas alors que la «*dé-squattérisation*» des lieux soit une réalité avant le 30 mars ?

Comment auraient-ils pu laisser en place une zone dont ils n'ont pas le contrôle ?

La ZAD de Notre Dame Des Landes est née à la suite d'un «camp d'action climat» qui s'est tenu sur le site entre le 3 et le 9 août 2009. Elle est aussi l'aboutissement de plus de cinquante ans d'opposition au projet d'aéroport. En effet le projet est évoqué depuis 1963.

Malgré les efforts fournis depuis presque une décennie [quand il est question de l'occupation terrestre du site], l'État n'a pas dérogé à sa nature profonde. Il n'a jamais été question de permettre que sur cette zone tranquille puisse s'épanouir une vie libre et des expériences autogestionnaires et autonomes.



Le message pour un autre monde que véhicule nationalement et internationalement ce lieu libéré de quelques hectares a légitimé aux yeux des gouvernants et des gens de Pouvoir ces interventions et ces attaques militarisées ...

Le bocage de la ZAD n'est plus ce qu'il a pu être à l'origine, à savoir un simple projet d'opposition à l'aéroport. Très rapidement il s'est agi d'une lutte à dimension écologique, une lutte de transition agricole, une lutte d'occupation solidaire. Ajoutons à cela une dimension libertaire ou du moins anti-étatique du mouvement d'occupation.

Les occupant-e-s ont tissé des liens avec une agriculture pensée en osmose avec la nature. Elles et ils se sont inscrit-e-s dans une logique anticapitaliste. L'occupation du lieu s'est maintenue non seulement contre la «bétonisation», mais aussi contre les logiques agricoles «dures» du type de celles que professent les gros agriculteurs-exploitants de la FNSEA.

Le refus des dirigeants politiques d'accorder le statut «d'agriculture collective» à celles et ceux qui avaient ce projet en vue sur le site, est de la même veine. Il est de la même nature que l'attaque policière contre la ZAD.

Tout est fait pour faire barrage à des projets de vie qui comportent en leur sein les ferments de la révolte collective et solidaire confrontée à un ordre autoritaire et inhumain.

L'État qui avait déjà annoncé l'abandon du projet d'aéroport, ne souhaitant pas perdre la face plus

avant, a fait parler la force, la répression, la régression !

Il est évident que s'il avait accordé un projet d'agriculture collective, comme ce fut le cas au Larzac, il aurait alors concédé sur le plan social, économique et sociétal encore un peu de terrain, ce qu'il ne voulait pas.



Perdre quelques millions d'euros passe encore, mais autoriser à ce que ces «squatteurs» rejettent les logiques capitalistes et autoritaires, **pas question !**

Chaque étape de la lutte sociale entre les possédants et les gouvernants d'une part et les classes exploitées d'autre part nous renvoie à cette sempiternelle question : comment se fait-il qu'il n'y ait pas plus de femmes et d'hommes qui se mobilisent contre les inégalités qui fondent cette société inhumaine et de profit ?

Comment se fait-il que l'immense partie de la société laisse à quelques un-e-s le soin de mener les affaires à leur guise, à leur profit ?

Les occupant-e-s de la ZAD ne l'entendent pas comme cela et c'est ce qui fait leur force, ce qui forge leur dignité. Elles et ils se sentent légitimes au moment d'affronter les forces de répression. Elles et ils se sentent légitimes à vouloir se battre pour vivre dans une autre monde...

La tentative d'expulsion de la ZAD

Au jour de la rédaction de cet article (vendredi 13 avril), nous évoquons le terme de tentative, [même s'il peut sembler violent pour les quelques occupant-e-s qui ont perdu leurs lieux de vie] parce que nous ne pouvons présager d'une part de l'avancée finale des forces armées de l'État et de l'autre, de la reconquête solidaire qui pourrait avoir lieu dans les jours ou semaines qui viennent...



L'État n'en est pas à son premier coup d'essai d'expulsion de la zone. On se souvient toutes et tous

du fiasco de l'opération «César» de 2012, où pendant plus d'un mois, par milliers, les forces de l'«ordre» [de leur ordre] s'étaient embourbés dans le bocage. La résistance collective organisée des zadistes avait tenu tête à cette attaque. Les images de violences policières avait fait le tour du monde et l'abandon du projet en janvier dernier tient beaucoup de ce fiasco. Le recul opéré par la nouvelle équipe dirigeante laissait tout de même présager une nouvelle attaque du lieu. Ce lundi matin, 9 avril, nous nous sommes réveillés-e-s avec des images de la ZAD comme on les déteste.



Des milliers de militaires en habits de combat venant déloger et détruire des baraques de fortune construites en palettes, en bois, en terre et en paille. Depuis, les images s'offrent en boucle dans tous les médias, des images distribuées directement et gratuitement par les services des forces armées. Les médias relayent sans broncher la version du pouvoir et de ses sbires...

Le siège militaire de la ZAD a quasiment permis la destruction de l'ensemble des lieux de vie et les blessé-e-s se comptent par dizaines. Pour autant la lutte perdure et la résistance s'organise. Samedi 14 avril une manifestation est prévue sur Nantes. Des milliers de militant-e-s solidaires y sont attendu-e-s...



Seule la lutte paie, ZAD partout !

Le soutien solidaire que nous avons pour la ZAD et les personnes qui se trouvent là-bas s'exprime bien au-delà de la victoire contre la concrétisation du projet d'aéroport. La portée de cette lutte s'inscrit avant tout dans un refus du capitalisme et des profiteurs, des gouvernants et de leurs lois iniques. Il s'inscrit dans le rejet de leur monde. Il est en opposition à toutes les logiques capitalistes et individualistes de leur société.

Nous nous devons d'être solidaires avec celles et ceux

qui ont décidé de vivre dans ce lieu. Rappelons que l'abandon du projet doit beaucoup à celles et ceux qui, d'hier à aujourd'hui, ont décidé avec vaillance et conviction de lutter, de s'installer et de vivre sur des terres qui étaient destinées à l'«*ayraultport*».

La solidarité peut prendre plusieurs formes.

▪ Certain-e-s ont décidé d'aller sur place afin d'aider les compagnes et compagnons en s'opposant quotidiennement aux centaines de militaires. L'espoir de faire capoter l'intervention des troupes est mince mais cela reste une alternative à l'expulsion manu militari...

▪ La manifestation prévue à Nantes, devrait elle aussi, par le nombre de participant-e-s qu'elle va drainer, être un moment important du refus solidaire et collectif de l'«*usurpation*» [dite réappropriation]

des terres par l'État.

▪ Toutefois, notre soutien peut aussi prendre la forme partout où cela est possible de rassemblements contre l'expulsion et contre les violences.

Partout, nous devons appeler à la mobilisation la plus large. Celles et ceux qui le souhaitent peuvent rejoindre les mouvements spontanés qui se sont créés autour de la lutte de la ZAD.

La solidarité si elle est à la hauteur peut militer dans le sens d'une reculade gouvernementale, un retrait des forces armées et pour que les terres soient restituées à celles et ceux qui y vivent dessus.

Luttons, Résistons, Créons ! Pour que la ZAD survive !



Samedi 12 mai 2018

Le chemin de Suez sur la Zad de Notre-Dame-des-Landes.

Lundi 14 mai à Nantes, le ministre de l'agriculture va présider un comité de pilotage sur la gestion foncière de la ZAD. Malgré toutes les dernières discussions l'intervention des forces de l'ordre reste d'actualité.

Ce week-end sur la Zad, après des heurts sporadiques [entre le 12 et le 13 mai], un calme tout relatif semble être revenu. Sur site, **les zadistes tiennent à montrer que la Zad vit sa vie au quotidien**. Et beaucoup continuent de déployer des activités agricoles, artisanales et culturelles.

Une manifestation en soutien aux zadistes est organisée ce 14 mai à 13 heures devant la préfecture, à Nantes... Juste avant que ne débute le comité de pilotage.

Journée important pour ce qui concerne la validation des dossiers déposés par des habitant-e-s de la Zad.

41 dossiers ont été déposés, dont 28 à vocation agricole.

Mise à jour au 14 mai 2018

Relaxe à Saint-Gaudens...

Une victoire contre tous les fichages !



Le 1er mars 2018, je comparaisais au Tribunal de Grande Instance de Saint-Gaudens pour m'être opposé au fichage de mon ADN, fichage ordonné par le parquet de Toulouse. Le 15 mars, après délibération, la justice rend enfin sa décision. Victoire politique, relaxe et fin des poursuites !

Rappel des méfaits !

Quand la police et la justice mettent le grappin sur un anar, ils s'en donnent à cœur joie pour tenter de le mettre au pas. En juin de l'an 2016, on me jugeait pour avoir entravé l'interpellation brutale d'un gars à la rue dans Toulouse, en plein centre ville bourgeois. Il ne fait maintenant plus aucun doute que chouer la radio portative d'un agent de l'ordre et de la décence publique ne fait pas bon effet à la barre... Bilan de la diversion ratée, un mois de taule avec sursis, pour la forme ou pour l'exemple. Cinq ans de mise à l'épreuve, pour apprendre à se faire petit, à se ranger, pour se mettre à l'épreuve de la normativité...

En octobre de la même année, le parquet devait estimer que ça

n'était pas assez, cette épée de Damoclès au-dessus de ma nuque. De là s'établira une fiche de recherche ordonnant le prélèvement de mon « matériel génétique ». L'anti-terrorisme en pratique ! En novembre 2017, soit plus d'un an plus tard, la recherche aboutit... Trois flics m'attrapent à Saint-Gaudens, petite ville des Pyrénées centrales, à une table informant des dangers du compteur Linky. De là, menottes aux poignets, insultes pas bien finautes de la part d'agents de police dits respectables, quelques heures en cellule, et pour finir, passage devant la procureure. Rendez-vous le premier mars en cour correctionnelle pour me justifier du refus de rajouter un nom et des gènes à leur fichier national des empreintes ADN.

Face à la répression, élan de solidarité !

Trois mois plus tard, les juges ont finalement estimé plus juste de prononcer ma relaxe, respectant ainsi les réquisitions de la Cour Européenne des Droits de l'Homme. Pour info, en juin 2016 ladite cour condamnait la France, dénonçant un fichage génétique

disproportionné, souvent injustifié, ainsi qu'une conservation des fiches incroyablement longue, soit quarante ans. Depuis, les flics continuent malgré tout de fliquer à tout-va, remplissent le fichier national à coup de millions d'inscrits, envoient devant les tribunaux celles et ceux qui s'opposent à cette mesure liberticide et ultra-sécuritaire. Et les peines pleuvent, le plus souvent à l'abri des regards.

A Saint-Gaudens toutefois, nous ne nous sommes pas vraiment cachés ! Le collectif unitaire relancé pour l'occasion a fait du foin, et ce jusqu'au procès. Rassemblement devant le comico pendant la séquestration policière, appel des syndicats locaux pour une libération immédiate, soutien des groupes libertaires, politiques, des collectifs et associations du coin, de personnalités militantes, articles dans les quotidiens régionaux, dans la presse alternative, sur le net, projections, débats, formation à l'autodéfense juridique, bouffe de soutien, création d'une caisse anti-répression, tables d'informations, mises en scène dans Saint-Gaudens, tractages,

signatures de pétition, jusqu'au rassemblement convivial et solidaire le jour de l'audience. Victoire collective, donc, plus qu'individuelle, résultat d'une bataille de plusieurs mois menée à bon nombre de bras !

Affaires à suivre...

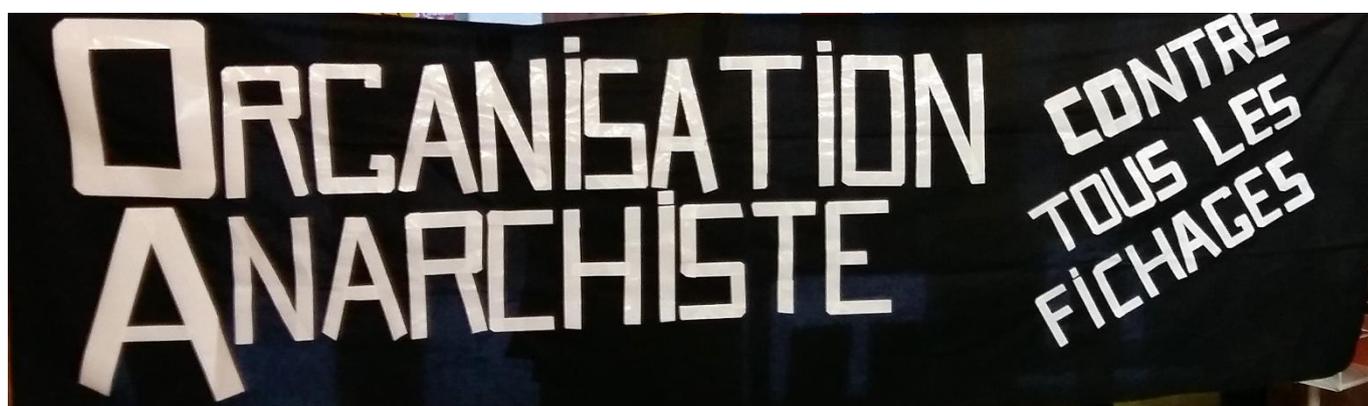
S'il convient de s'enthousiasmer de cette réussite et si nous pouvons nous satisfaire d'un combat au dénouement pour une fois heureux, je garde tout de même en tête les camarades

encore poursuivis et traînés devant les juges pour leur refus du flicage génétique, celles et ceux prochainement en galère, ainsi que les victimes quotidiennes de la répression policière et étatique, notamment dans les quartiers. Je songe également à celles et ceux qui, en taule, n'ont pas le choix de pouvoir refuser et se voient prélever de force leurs données les plus personnelles, ces gènes qui les définissent intimement. Ainsi il convient de poursuivre la lutte, pour eux, pour elles,

pour nous toutes et tous ! L'ordre sécuritaire avance à grand pas, prenant appui sur la peur populaire, la psychose apprise, les médias charognards, fouineurs de faits sordides, un état d'urgence scellé dans le béton de la loi, un peuple soumis prêt à n'avoir plus aucune autre liberté que celle d'errer parmi les caméras de « vidéo-protection » dans des villes sans âme, sous le regard de militaires surarmés.

**Le constat reste certes affligeant, mais ne nous privons pas de savourer la victoire présente !
En attendant que les relaxes fleurissent ici et là, que toutes ces jurisprudences fassent effet domino !
Restons vigilants et solidaires les uns vis-à-vis des autres !
Refusons autant que faire se peut de rentrer dans leurs cases, d'alimenter leurs fichiers ! Montrons-leur que nous portons la liberté jusque dans nos gènes et que le seul ADN que nous leur donnerons, c'est celui véhiculé par nos crachats, contre les vitres de leurs commissariats !**

✂



Anarchistes et *Alliés* de la Révolution

Après avoir consacré quelques pages d'Histoire sociale à des figures anarchistes qui ont marqué leur temps dans leurs départements respectifs, la famille TRICHEUX dans la Haute-Garonne [IAL N°108], Emile, Stanislas DIGEON dans l'Aude et ailleurs [IAL N° 109] et "Quico" SABATE dans les Pyrénées-Orientales et outre-Pyrénées, nous abordons aujourd'hui le département de l'Allier...

Nous avons choisi de vous familiariser avec quatre figures «anarchistes» de ce département à partir des notes récupérées au sein du «*Maitron des anarchistes*»

En premier lieu Jean-Baptiste VALLET, biographie de Stéphane Sirot, notice revue par Guillaume Davranche...

En second lieu, une biographie de d'Antoine DIMONT, notice de Jacques Gans, Jean Gaumont, Philippe Gratton révisée par René Laplanche et Rolf Dupuy...

En suivant vient la biographie de François MINET réalisée par Rolf Dupuy et René Laplanche...

Et pour clore ce dossier consacré, la biographie d'Henri TERRENOIRE réalisée par Hugues Lenoir.

Jean-Baptiste VALLET

Né le 11 mai 1880 à Montluçon (Allier) ; charpentier en fer ; syndicaliste révolutionnaire puis anarchiste.

Fils d'un sabotier, Jean-Baptiste Vallet fut, en juin 1912, membre du comité de parrainage de la caisse L'Entraide, impulsée par la Fédération révolutionnaire communiste (voir *Edouard Lacourte*). Il était alors secrétaire du syndicat des charpentiers en fer de la Seine.

C'est à ce titre que, le 26 novembre 1912, il fut condamné à trois mois de prison dans la 2e affaire du « Sou du soldat » (voir *Jean-Louis Thuillier*).

Au sein de la Fédération du Bâtiment, Vallet s'affirma comme l'un des principaux partisans de la non-rééligibilité des fonctionnaires. C'est ainsi qu'au congrès fédéral du Bâtiment de Paris, en avril 1914, il déposa une motion demandant que « *le Ve congrès du Bâtiment, soucieux de maintenir tout l'esprit révolutionnaire du syndicalisme français, émet le vœu que le principe de non-rééligibilité des fonctionnaires syndicaux soit approuvé* ».

Sa motion recueillit 39 voix contre 172 à celle de Joseph Mourgues, favorable à la rééligibilité.

En 1914, Jean-Baptiste Vallet fut un opposant à la guerre de la première heure. Lors de l'assemblée de crise de l'union des syndicats de la Seine, salle de l'Égalitaire, il fut le seul, avec Emile Hubert, à plaider pour que la CGT soit fidèle à ses engagements en faveur de la grève générale (rapport de police du 31 octobre 1914, Arch. Nat. F7/13348).

Mobilisé, il fut envoyé au front mais, après une blessure à une jambe qui le laissa infirme, il fut

réformé n° 2 en décembre 1914. Revenu à l'arrière, il fit partie de la minorité résistante à la guerre et milita au sein du Comité pour la reprise des relations internationales (CRR) puis du Comité de défense syndicaliste (CDS, voir Paul Véber). En mars 1918, Vallet était secrétaire de la 18e région de la fédération du Bâtiment (Seine), au nom de laquelle il protesta, en juin, contre l'inculpation de Raymond Péricat pour « *complicité d'intelligence avec l'ennemi et provocation de militaires à la désobéissance et à la désertion* ». Après l'arrestation de ce dernier, le 26 mai 1918, Vallet le remplaça au poste de secrétaire du CDS.

Lors du VIe congrès national du Bâtiment à Versailles, les 10-13 juillet 1918, Vallet fut, avec Jean-Louis Thuillier, un des principaux porte-parole de la minorité. Il critiqua l'entrée des majoritaires dans les commissions mixtes et leur reprocha de « *n'avoir rien fait pour empêcher la continuation de la guerre* ». Il s'opposa une nouvelle fois à Mourgues à propos de la réception par la CGT d'Alexandre Kerenski, qu'il qualifia de « *calomniateur des révolutions russes* ».

Délégué au congrès confédéral, tenu à Paris les 15-18 juillet 1918, il défendit, seul, l'action du CDS, alors que la plupart des militants l'abandonnaient.

Bien qu'hostile à Clemenceau, il condamna en août 1918, au nom du CDS, le soutien apporté par les majoritaires de la CGT à Louis Malvy, car

« [...] plus que dans la personnalité d'un ancien ministre, la classe ouvrière est atteinte dans ses militants et nombre de pacifistes ont été frappés par Malvy lui-même, comme il s'en est glorifié pour sa défense. Sa politique de soi-disant confiance à la classe ouvrière, basée sur l'union sacrée, a empêché toute action énergique contre le gouvernement et contre la guerre [...]. La CGT oublie [...] que la mission du syndicalisme est de rester sur le terrain de la lutte des classes et qu'elle n'a pas à s'immiscer dans des conflits entre gouvernants » (extraits des procès-verbaux des réunions du CDS des 12 et 19 août 1918, signés J.-B. Vallet).

En septembre 1918, Vallet présenta sa démission du secrétariat de la 18^e région du bâtiment, refusant d'endosser la responsabilité de l'échec du mouvement de grève du bâtiment parisien de mai 1918. Il resta néanmoins secrétaire du syndicat des charpentiers en fer de la Seine.

En juin 1919, Jean-Baptiste Vallet et le Syndicat des charpentiers en fer participèrent aux grèves de la métallurgie de la Région parisienne.

Au VII^e congrès national du Bâtiment, à Tours, du 19 au 24 novembre 1919, Vallet vota contre le rapport du comité national et, lors du congrès extraordinaire de l'union des syndicats de la Seine à Paris, les 14 et 28 novembre 1920, il se prononça pour une nette séparation des fonctions syndicales et politiques, s'opposant ainsi à Joseph Tommasi. Il fut élu à la commission exécutive de l'union, fonction dans laquelle il devait être reconduit en novembre 1921.

En février 1921, Jean-Baptiste Vallet fut un des signataires du Pacte des syndicalistes « purs » (voir Pierre Besnard). Cette même année, il siégea au comité central des Comités syndicalistes révolutionnaires (CSR).

Du 16 au 21 mai 1921, il participa, à Dijon, au VIII^e congrès fédéral du bâtiment, au cours duquel la minorité révolutionnaire s'empara de la direction de la fédération. Peu après, le 19 juin, il présida, à Douai, le congrès de la 1^{re} région du bâtiment (Nord, Somme et Pas-de-Calais). Malgré sa présence, la 1^{re} région resta à la majorité confédérale. Le 22 juillet 1921, lors du comité national de la Fédération du bâtiment, Vallet fut élu comme suppléant à la commission exécutive.

En décembre 1921, Vallet cofonda et fut le gérant du *Syndicaliste révolutionnaire*, édité par le comité central des CSR. Il en resta gérant quand le journal changea de titre et devint, du 1^{er} mai au 29 juin 1922, *La Bataille syndicaliste*, organe de la tendance Besnard de la CGTU.

En février 1922, Jean-Baptiste Vallet fut élu à la commission exécutive de l'UD unitaire (UDU) de la Seine, et y fut reconduit en avril 1922.

En juillet 1922, peu après que le congrès CGTU de Saint-Étienne qui avait vu la victoire des pro-Moscou, Vallet rejoignit le Comité de défense syndicaliste (CDS) formé par Pierre Besnard pour rassembler la minorité dite « anarcho-syndicaliste ». Dans le même temps, il démissionna de la commission exécutive de l'UDU de la Seine, en compagnie de Chaverot et Fargue, pour protester contre « la fraction politique qui attende à la liberté du syndicalisme » (*L'Humanité* du 9 juillet 1922).

En décembre 1922, il fut délégué au congrès de l'UDU de la Seine par le Syndicat unique du bâtiment (SUB). Dans le débat sur le rapport moral, il définit ainsi son programme : « *Action syndicaliste tout court.* »

Lors du congrès de juin 1923 de l'UDU de la Seine, il déclara :

« Je suis contre Moscou et inlassablement je mènerai le combat contre tous ceux qui tenteraient de placer le syndicalisme à la remorque des partis politiques. »

Il posa, sans succès, sa candidature au secrétariat.

En juillet 1923, lors du congrès de la Fédération unitaire du bâtiment, il fut élu membre de la commission de contrôle fédérale ; il y précisa ses conceptions : « *Le syndicalisme aujourd'hui groupement de résistance, sera, demain, le groupement de production et de répartition, base de la réorganisation sociale.* » Il défendit également l'action du CDS et attaqua la « *cuisine communiste... assaisonnée à la sauce moscovitaire ou tartare* ».

En décembre 1923, Vallet fut de nouveau délégué du SUB au congrès de l'UDU de la Seine, et critiqua le rapport moral et la liaison entre l'Internationale syndicale rouge et l'Internationale communiste. Il se prononça également contre l'amélioration éventuelle du projet d'assurances sociales, auquel il était totalement opposé.

Début 1924, Vallet était concierge du local de l'UDU de la Seine (8, avenue Mathurin-Moreau à Paris 19^e). Il menaça de se mettre en grève si l'union refusait d'augmenter son salaire alors que celui des permanents de l'UDU l'avait été.

Collaborateur au *Libertaire* quotidien, Jean-Baptiste fut un des très rares anarchistes à ne pas quitter la CGTU en 1924-1925, son syndicat des charpentiers en fer ayant décidé de s'y maintenir dans l'opposition, malgré la domination hégémonique des communistes.

Le 29 janvier 1928, lors du congrès de l'union régionale parisienne de la CGTU, Vallet fut élu

membre de la commission exécutive, tout en désapprouvant le refus de deux minoritaires élus d'y siéger car, selon lui :

« Ce n'est pas faire œuvre de militants que de fuir la bataille » (L'Humanité, 30 janvier 1928).

Au Ve congrès de la CGTU à Paris, du 15 au 21 septembre 1929, Vallet, délégué des charpentiers en fer de la Seine, se prononça contre le rapport moral, expliquant que

«[...] malgré les déclarations de certains dirigeants de la CGTU, affirmant que le syndicalisme ne se suffit pas à lui-même, nous restons partisans convaincus qu'il a une philosophie autrement intéressante et susceptible d'aboutir à des résultats meilleurs que les directives données par

un parti, quel qu'il soit, qu'il s'appelle communiste, socialiste ou j'm'en foutiste.»

SOURCES : Arch. Nat. F7/13015, 13053, 13348, 13618, 13647, 13649, 13651 / *L'Humanité*, 18 avril 1914, 9 juillet 1922, 30 janvier 1928 / *Le Peuple*, 23 juin et 24 juillet 1921 / *La Bataille syndicaliste*, 18 avril 1914 / Robert Brécy, *Le Mouvement syndical en France, 1871-1921*, Mouton & co, 1963 / Annie Kriegel, *Aux origines du communisme français 1914-1920*, Mouton & co, 1964 / Jean Maitron, *Le Mouvement anarchiste en France*, Gallimard, 1975 / Jean-Louis Robert, *Les Ouvriers, la patrie et la révolution, Paris 1914-1919*, université de Besançon, 1995 / Agnès Roussel, *Les Forces syndicales françaises à la veille de la Première Guerre mondiale*, DES, université Paris-I, s.d. / Notes de J. Charles.

Antoine DUMONT

Né le 14 juin 1885 à Bourbon-l'Archambault (Allier) – mort en 1918 à Moulins - Ouvrier agricole – Anarchiste, syndicaliste et coopérateur - animateur de la Fédération des travailleurs de la terre du Bourbonnais.

C'est dès l'âge de 16 ans qu'Antoine Dumont avait commencé à militer à Bourbon-l'Archambault où son engagement et une altercation avec le curé causa le renvoi de ses parents du domaine qu'ils exploitaient et bien des difficultés pour en retrouver un autre.

Il participait ensuite à l'organisation dans le nord de l'Allier d'un syndicat de bûcherons. Parallèlement un syndicat de cultivateurs était formé à Gennetines autour des frères libertaires Jacques et Jean Pontet et à Bourbon-l'Archambault autour de Michel Bernard et d'Emile Guillaumin, aboutissant finalement à la fondation en 1905 de la Fédération des travailleurs de la terre du Bourbonnais.

Puis Antoine Dumont alla effectuer son service militaire pendant lequel il continua d'entretenir une correspondance avec Guillaumin où il affirmait d'ailleurs ses convictions libertaires, craignant de mourir « avant d'avoir vu s'établir la doctrine anarchiste » (lettre du 30 septembre 1906) et se définissant « moi, pauvre anarchiste, libertaire, révolutionnaire » (lettre du 10 octobre 1906). Il racontait également avoir eu un entretien avec son capitaine qui lui avait dit être au courant de ses idées anarchistes –précisant même que le capitaine avait un fichier le classant comme anarchiste et antimilitariste – et indiquant que si on lui en faisait voir, il passerait en Suisse avec l'aide des Bourses du travail (lettres du 23 août 1906 et du 28 avril 1907).

A son retour du service et après avoir rencontré un groupe libertaire de Saint-Etienne (lettre de février

1908), il participait le 9 octobre 1908 à Moulins au 8ème congrès de la Fédération des travailleurs de la terre où avec le libertaire Louis Chambon il fut l'un des militants les plus favorables à l'adhésion de la Fédération à la CGT, proposition qui fut toutefois repoussée par le congrès (voir Chambon).

Au printemps 1909 il organisait un certain nombre de syndicats de domestiques de ferme dans toute la région (Bourbon-l'Archambault, Buxières les Mines, Bessay, Gennetines, Lusigny, Vaumas, Tronget) et l'année suivante mettait en forme leurs revendications dans la brochure *Aux domestiques et servantes de ferme de la région du centre* (1910) dans laquelle il conseillait la lecture du *Libertaire* et indiquait que la brochure était disponible aux *Temps nouveaux*, au *Libertaire* et à *La Guerre sociale*. Dans une lettre à Guillaumin il écrivait : « Je vais proposer au *Libertaire* de faire un échange avec *Le Travailleur rural*. *Le Libertaire* est un journal beaucoup lu et qui peut attirer beaucoup de sympathies à notre mouvement, j'y avais un article sous la rubrique les métayers » (lettre du 14 juillet 1909).

Dans une autre lettre à Guillaumin, qui avait une hantise de la violence, il précisait : « Je tiendrais compte de toutes [vos observations], sauf cependant celles se rapportant au sabotage, car n'oubliez pas que la manière forte a été approuvée à l'unanimité par le dernier congrès de notre fédération : si par persuasion on n'obtient pas de résultats, on emploiera l'action directe » (lettre du 27 juillet 1910). Il assumait également pendant

toute cette période la tribune syndicaliste de l'organe anarchiste *La Torche* (Moulins, octobre 1908-janvier 1910) édité par Jules Vignes. En juillet 1911 il suggérait également à Guillaumin la création d'un hebdomadaire d'éducation sociale (lettre du 6 juillet 1911) qui ne put aboutir. Il continua toutefois de rêver jusqu'à la fin de sa vie de créer une revue d'éducation coopérative, économique et sociale pour les travailleurs de la terre.

En 1911 il créait à Bourbon-l'Archambault la coopérative La Paysanne qui existait encore en 1924 et pour laquelle il ne ménagera pas ses efforts. Dans une lettre du 3 août 1924 à Charles Bruneau, l'écrivain paysan E. Guillaumin écrivait : « Des hommes utiles ? Je pense à ce trait de vie de Dumont. Dumont avait créé à Bourbon une petite coopérative paysanne, qui existe encore, dont une femme assurait la gérance. Mais la surveillance, la comptabilité, les initiatives quotidiennes incombaient au fondateur qui habitait chez son père à 6 km, en pleine campagne et le plus souvent travaillait dans les fermes comme ouvrier agricole. Dumont en plein été, alors que la trêve nocturne ne dépasse guère 7 heures, se rendait deux fois par semaine à La Paysanne où il veillait jusqu'à minuit et plus pour reprendre sa tâche normale à 4 heures du matin. C'est de l'héroïsme ! ».

Entré par la suite comme employé à l'Office coopératif (devenu ensuite Coopérative de Gros), il se fixa alors à Lyon où il allait se marier le 24 mars 1914 et se consacrer à l'organisation et à la propagande du coopérativisme. Il collabora alors notamment à *L'action coopérative* et à *La Revue socialiste*.



Mobilisé il fut blessé dans les premiers mois de la guerre de 1914 et fut versé dans les services auxiliaires du Ministère de l'armement.

Nommé en 1916 secrétaire de la Fédération lyonnaise des coopératives, il allait fonder, pendant les deux années de son secrétariat, de nombreuses coopératives et notamment la société lyonnaise *L'Avenir social* dont il fut l'un des administrateurs.

Antoine Dumont est décédé à Moulins dans les premiers mois de 1918.

Emile Guillaumin a consacré tout un chapitre de son livre posthume *Paysans par eux-mêmes* à Antoine Dumont qu'il qualifie d'"apôtre".

ŒUVRE : *Aux domestiques et servantes de ferme de la région du Centre*, Bourges, 1910.

SOURCES : Frai de Fagon, *Le métayage en Bourbonnais* (Dijon, 1911).

- *Action coopérative*, 25 mai 1918 / *Coopération lyonnaise*, 30 juin 1918 / Notice de Jacques Gans, Jean Gaumont, Philippe Gratton in *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier...*, op. cit. / Notes de René Laplanche / *Le mouvement libertaire dans l'Allier au début du siècle* (Cassette audio réalisée par R. Laplanche, Ed. ACL, Lyon, 1983 / Etat-civil de l'Allier





Né en 1908, mort en 1981. Artisan menuisier ébéniste. Militant anarchiste et anarcho-syndicaliste de Moulins (Allier)

François Minet, qui demeurait 17 rue du Progrès, était dans les années 1930 membre de la Fédération anarchiste de langue française (FAF) à Moulins où en 1935 le groupe s'appelait Diffusion libertaire. Néo-malthusien convaincu, il s'était fait vasectomiser à cette époque. Très actif dans l'ouest du département de l'Allier, il était en contact avec les autres militants de l'Auvergne et avait la réputation d'être un homme de rigueur et de conviction, très méticuleux lorsqu'il entreprenait une action militante.

Pendant la guerre d'Espagne il participa avec notamment Eliane Auboire, Rémy Dugne, Antoine Fonfraid, Menachem et Joseph Taitz, à la réunion tenue dans les bois de Thiers par les anarchistes de la région en vue d'organiser l'aide à la révolution espagnole. Il participait également financièrement et régulièrement aux journaux *L'Espagne Nouvelle* et *Le Combat syndicaliste* tout en étant le correspondant à Moulins de *Terre Libre*.

Avec le syndicat inter corporatif CGTSR de Moulins, il dénonça l'attitude ambivalente de la municipalité socialiste et de son maire Boudet (qui le restera pendant l'Occupation et sans état d'âme) et de la CGT dominée par les communistes et jugée trop politicienne et alignée sur le gouvernement du front populaire.

Début 1937 il écrivait dans *Terre libre* :

«Après la bonne propagande menée lors de l'élection législative partielle du mois de janvier 1937, le groupe organise une tournée de conférence de la FAF pour la deuxième quinzaine de février. Il envisage une autre tournée pour mars, beaucoup plus vaste, où nos orateurs parleront à Vichy, Cusset, Clermont, Moulins, Thiers, Montluçon et autres localités».

Dans un article intitulé «Antifascistes, Réfléchis et souviens toi», paru en août 1937 dans *Terre Libre*, signé «les anarchistes de Moulins» et dont il était sans doute l'auteur, il dénonçait le député socialiste en ces termes :

« Jetant le masque de l'hypocrisie... Planche et Boudet ces députés... se sont alliés à la cléricalaille en signant l'appel à l'emprunt dit de

sécurité nationale aux cotés des Croix de feu et de Gonon l'évêque de Moulins... Ainsi Mr. Boudet sue de plus en plus le conservatisme social et s'allie officiellement à la réaction. Aux antifascistes, nous leur disons que lorsque leurs députés se rangent aux côtés des évêques et des curés, ce n'est pas pour servir les intérêts des ouvriers... N'oublie pas que le fascisme c'est le capitalisme, prêt à accomplir les pires monstruosité pour se sauver, avec le concours et la complicité de l'église et du militarisme, instruments d'oppression et de domination contre le peuple (exemple de l'Espagne, n'oublie pas...).»

En 1938 il était le secrétaire du groupe qui, selon la police, comptait alors une dizaine de membres.

A la déclaration de guerre et à la suite du pacte germano-soviétique, F. Minet comme d'autres militants révolutionnaires, fut soumis à une étroite surveillance et dut comme beaucoup d'autres militants détruite une partie des documents et les armes de poing qu'il détenait. «L'absence de ces armes», selon son témoignage «manqua pendant l'Occupation à la constitution d'un réseau de résistance armée».

En septembre 1942, il fut l'une des personnes arrêtées à Moulins par les autorités allemandes (cf. Arch. Municip. Moulins 5H33).

A la Libération, atteint d'une grave maladie cardiaque, F. Minet dut mettre en sommeil son activité militante, mais continua de se réclamer de l'anarchisme et à partir de 1947 assumait la présidence de la Fédération départementale de la Libre Pensée. Le 23 octobre 1955, lors d'une réunion de la Libre Pensée à Cosne d'Allier, il prit la défense du compagnon Gabriel Audoire, injustement attaqué pour "autoritarisme" (sic) par des membres communistes de Moulins.

François Minet, dont plusieurs centaines de titres de sa bibliothèque ont été données au CIRA de Lausanne, est décédé à Moulins en 1981.

SOURCES : *Terre Libre*, année 1937 & 1938. / AP po BA1899, rapport du 20 mars 1941. / Entretien de René Laplanche avec F. Minet. / Arch. Mun. Moulins 5H33.

TERRENOIRE Henri, Louis

Né le 15 juillet 1922 à Mayet-de-Montagne (Allier), mort 20 avril 2016 à Randan (Puy-de-Dôme) ; militant de la Fédération anarchiste et de la Libre pensée, puis de l'Association des libres penseurs de l'Allier ; jardinier créateur de roses.

Henri Terrenoire obtint son certificat d'études à douze ans et fut scolarisé jusqu'à quatorze ans. Il fut d'abord tailleur de pierre avec son père Marius, homme de gauche sans être militant. Puis il fut apprenti jardinier à Lapalisse (Allier) en 1939. Il s'installa en 1947 dans l'agglomération comme jardiniste (sic) de Vichy et vécut à Bellerive-sur-Allier depuis 1955.

Embrigadé à Vodable-Montagne (Puy-de-Dôme) dans les chantiers de jeunesse mis en place par Pétain, suite à un partage inéquitable de nourriture (des petits choux) entre les jeunes et leurs « officiers », Henri Terrenoire prit conscience de l'injustice. Puis, déporté du travail (STO) en 1943, face aux bombardements alliés sur Stettin, en Poméranie (aujourd'hui en Pologne), il se jura d'œuvrer toujours contre la guerre et l'armée et de devenir militant.

En déportation en Allemagne, Henri Terrenoire rencontra Robert Favry affecté à Siemens, paysan et tailleur de pierre mais aussi militant ajiste, FA et militant CGT. Cette rencontre fut déterminante dans son engagement ultérieur. Au retour de la guerre, il prit contact avec les anarchistes de Vichy, dont Gabriel Auboire, secrétaire départemental de la Libre-Pensée, Raymond François et sa compagne, Suzette. En 1945, il suivit les cours de l'école d'horticulture d'Angers et adhéra à la CGT puis, pour améliorer sa qualification, en 1946, il partit travailler en Suisse où il lisait *Le Libertaire* que lui envoyait Favry.

En 1947, de retour à Vichy, il milita avec les anarchistes et à la Libre-Pensée et devint correspondant local du *Libertaire*. À cette

période, il rencontra Aristide Lapeyre venu faire une conférence.

Au début des années 1950, il était membre de la 7e région de la FA au groupe de Cusset-Vichy qui organisa en 1956 le congrès de la Fédération anarchiste à Vichy. La même année, il participa à la création d'une coopérative de consommation, Vichy-Coop. En 1961, il fonda le Comité départemental d'action laïque (CDAL).

En 1973, Henri Terrenoire assura le secrétariat du Comité Larzac mais ne participa pas à la grève de la faim car il devait rester « *en forme pour nourrir ses quatre enfants* ».

Henri Terrenoire a aussi été un militant anticlérical ; il fut durant plusieurs années secrétaire de la Libre-Pensée de l'Allier avant de devenir, suite aux manœuvres des trotskistes lambertistes, président de l'Association des libres-penseurs du département.

En 2009, toujours actif dans son jardin, il sélectionnait une rose qui, déclarait-il, « *pourrait s'appeler Michel Ragon* ». Après avoir légué sa précieuse bibliothèque au collectif libertaire de l'Allier, le vieux « jardiniste » et créateur de roses, comme il aimait à se définir, s'est éteint dans la nuit du 20 avril 2016 à Randan dans le Puy-de-Dôme. Il a été inhumé à Monton dans le même département.

ŒUVRE : de nombreux articles dans les journaux de la Libre-Pensée.

► « **Les anarchistes et l'affaire Dreyfus** », in *Hommage à Louise Michel et Sébastien Faure*, avec M. Prévôtel., R. Labregere, J. Salamero, Fédération nationale de la Libre-Pensée, 1996.

► *Fernand Auberger et la Résistance, Bellerive-sur-Allier*, Association des libres-penseurs, 2002.

SOURCES : Ali Gérard Khanifar, *Une adhésion à une pensée libertaire, le parcours d'Henri Terrenoire*, université Blaise-Pascal de Clermont Ferrand, 1994. - Correspondance avec H. Lenoir ; entretien direct en août 2009.



Henri Terrenoire (Photo : R. Laplanche)



Ce dossier sur Mai 68 vous est proposé en mode "triptyque". Si les dates de parutions et les approches de l'événement "Mai 68" sont de nature très différentes, les trois approches proposent toutes une grille de lecture « libertaire », ce qui confère à l'ensemble une certaine homogénéité en même temps qu'une complémentarité.

Dans tous les cas ce dossier devrait fournir à celles et ceux âgé-e-s de moins de cinquante ans [et elles et ils sont en grand nombre] des informations, des indications concernant cette période de l'histoire contemporaine qui a eu le mérite de faire émerger sur la scène de la contestation sociale une génération de femmes et d'hommes épris de Liberté, des femmes et des hommes qui aspiraient à l'avènement d'une société égalitaire débarrassée de toutes les strates d'aliénation et de tous les carcans de l'Autorité...

Mai 68, un formidable amplificateur...

25 ans après l'événement ...



Le Mai français se fonde avant tout sur le refus implicite de la vie «bourgeoise», considérée comme mesquine, médiocre, réprimée, oppressive. C'est à une contestation globale de cette société adultérée que la France est confrontée.

«C'est l'heure de la renaissance intellectuelle de l'anarchisme parfumée de marxisme libertaire et de situationnisme» [Morin Edgar, Lefort Claude, Coudray Jean-Marc, *Mai 1968 : la brèche*, Paris, 1988, Fayard (142 p.), p. 15.]

Au contraire des militants politiques (trotskistes et maoïstes) totalement absorbés par la révolution dans le Tiers-monde, les anarchistes et les situationnistes ont tendance à insister sur le besoin libertaire *hic et nunc*. La révolte naît spontanément de réactions en chaîne. C'est à la constellation du «22 mars» qu'échoit le rôle d'agent de propagation de cette révolte, avec Daniel Cohn-Bendit et ses camarades libertaires (ou non) de Nanterre. «Cohn-Bendit est bien l'image et le symbole de la créativité anarchiste de ces masses juvéniles, de la démocratie directe. La plupart des étudiants et des jeunes sont rétifs aux "politicards"» [Morin Edgar, op. cit. p. 20.]

Certains ne vont pas manquer, même parmi les sympathisants du mouvement, de mettre en garde les jeunes contre le «nihilisme» qui le baigne. En fait, ce qui les gêne, c'est plus sérieusement son libertarisme ou son anarchisme. Car le vent est à l'utopie concrète en cette période. Le pouvoir, sans majuscule, est à l'imagination.

La Commune étudiante

La commune étudiante est presque une révolution de l'aveu même d'Edgar Morin, tant celle-ci va jouer en une seule partition révolutionnaire toutes les révolutions rêvées, agrémentées de tous les défis à l'ordre établi. «Elle est riche, folle, géniale comme une révolution. Comme une révolution elle est une explosion utopique (...). Comme une révolution,

elle est une extase de l'Histoire. Comme une révolution, elle fait communiquer les individus et les groupes qu'elle transporte dans la fraternité et la générosité (...)» [Morin Edgar, op. cit. p. 31.]

Même s'il apparaît qu'Edgar Morin reste encore imprégné de l'expérience du «communisme d'appareil» et de ses «bienfaits», il ne peut se soustraire à l'idée que la révolution de Mai «a construit un avenir qui concerne toute la société» dans l'expérience utopique vivante. Le refus des compromis est redevenu exemplaire.

Claude Lefort pense, quant à lui que l'atteinte portée à l'autorité dans un premier temps universitaire et ensuite à l'autorité institutionnalisée, a aidé à faire sauter l'interdit qui entravait jusque là les travailleurs confrontés à l'action directe, face aux bureaucraties et au pouvoir d'État. C'est l'inéluctabilité des règles qui soutiennent et pérennisent l'organisation sociale, qui vient de vaciller. Ceux qui entraînent la contestation au plus loin dans la critique de la société bourgeoise, jouent une partie «politique». Mais, c'est l'action directe et la provocation qui permettent, dans ce cadre, de changer les données du jeu politique traditionnel. En fait, les «agitateurs» mettent l'institution dans l'impossibilité de fonctionner et l'autorité, hors d'état de s'exercer. L'illégalité est érigée en mode de contestation.

La contestation des hiérarchies militantes

Le Mouvement du 22 mars, qui est à l'image des jeunes, fonctionne sans dirigeants, sans hiérarchie, sans discipline. Ce mouvement n'épargne personne, dans ce sens qu'il conteste même les «professionnels» de la contestation. Claude Lefort écrit, en juin 68 : «Dans une société saturée de discours et d'organisations, où la parole et l'action sont assignés à résidence, où il faut avoir sa place (...)

ils [les "enragés"] créent un nouvel espace» [Morin Edgar, op. cit. p. 41.]

Dans la mesure où le mouvement prend une tournure antiautoritaire, y compris dans le monde du travail, cette révolution s'emploie à généraliser sa contestation du pouvoir. Ainsi, Edgar Morin écrit : «Mai 68, au moins dans ses toutes premières journées d'occupation, renoue avec la grande source libertaire du mouvement ouvrier français» [Morin Edgar, op. cit. p. 77.]

Une révolution plongée dans l'exigence égalitaire et libertaire, qui condamne toute autorité non déléguée et non révocable. Par leurs actes remplis d'audace, par leur collectivisation spontanée, les jeunes font éclater les carcans «bureaucratiques».

Le mouvement s'emploie à traquer partout, la division dirigeants-dirigés. La hiérarchie est combattue dans toutes ses formes. À leur place, la gestion directe et autonome des diverses activités retrouve son rôle. Cette gestion autonome, écrit J.-M. Coudray «doit être menée par les collectivités qui les accomplissent [les activités]» [Morin Edgar, op. cit. p. 80.]

Michel Crozier découvre dans les événements de Mai 68, des enragés qui, avec le «prophète Cohn-Bendit», réussissent à résoudre la quadrature du cercle de la démocratie directe : une foule avec des individus qui s'expriment sans organisation, où la spontanéité est permanente, ouverte et «bon enfant». Mais Michel Crozier voit dans l'ambiance de ces événements, «une sorte d'état délirant». La poussée anarchiste de la fin des années soixante, il la qualifie d' «aussi généreuse que naïve». Les jugements qu'il porte sont teintés d'une certaine subjectivité, liée très certainement à son particularisme idéologique. Il déclare ainsi : «les enragés de Nanterre se rencontrent avec Mac Luhan, avec certains psychologues apôtres de la thérapie de groupe et avec des générations de corporatistes divers pour communier dans le mythe de la fraternité tribale (...). Une vision idyllique d'un âge d'or passé ou à venir, fondé sur le petit groupe (...). Certes les membres d'une communauté villageoise sont plus proches les uns des autres que les habitants des HLM. Certes ils participent à l'orientation de cette communauté dont ils font partie, mais quelles décisions prennent-ils ? Quelles décisions sont les leurs ? (...). Leur participation est instinctive, sinon inconsciente (...) et s'accompagne d'une très grande contrainte sur l'individu» [Crozier Michel, *La Société bloquée*, Paris, 1970, Seuil (249 p.), p. 79.]

La tentation de la communauté

Déjà en 1968, M. Crozier s'adressant aux étudiants (le 20 mai) analyse le mouvement de cette manière : «...Il y a dans votre mouvement la tentation de la communauté close, du groupe idéal, autonome et complet» [Crozier Michel, op. cit. p. 237.] Son mode d'évaluation théorique, comme nous pouvons le constater, l'éloigne alors, indiscutablement de la compréhension d'une «crise révolutionnaire» qui n'emprunte pas les voies «normales» qu'il lui assigne ! Incompréhension, partialité peut-être, quand M. Crozier limite «la nostalgie communautaire (...) a une crainte devant les difficultés psychologiques du choix, de la confrontation à autrui, une angoisse devant la liberté et le risque» [Crozier Michel, op. cit. p. 80.]

L'engouement communautaire témoigne d'un malaise qu'il faut prendre au sérieux, pense M. Crozier, même si, sans sourciller, il n'attribue aucun intérêt à la communauté : «(La petite communauté) n'a jamais eu le moindre intérêt comme solution, ou même comme contribution réaliste à la discussion» [Crozier Michel, op. cit. p. 80.]

Jugement définitif qui dénote, répétons-le, un certain manque d'objectivité et qui nous entraîne vers une sociologie qui s'applique plus, ici, à dénoncer qu'à démontrer. Pourtant M. Crozier ne peut éviter de jeter un pont entre l'esprit libertaire qui a baigné Mai 68 et la grande poussée anarchiste qui caractérise la fin des années soixante. En 1970, la capacité créatrice des individus et de l'ensemble social, la vague des valeurs hédonistes qui submergent le monde occidental ainsi que l'engouement communautaire témoigne d'une adéquation totale (d'une complicité) entre le fond anarchiste de la contestation et la forme libertaire des actions contestataires elles-mêmes.



Le progrès sur la sellette

Henri Arvon, de son côté, nous éclaire sur la mise en accusation du progrès matériel qui a

accompagné les événements de Mai 68. Depuis lors et, plus encore depuis la parution du rapport du Club de Rome en 1972 [*Halte à la croissance*, Paris, 1979, PUF (232 p.)], le progrès n'est plus prometteur d'un bonheur futur. Les dommages irréversibles causés à l'environnement, les pollutions engendrées par les productions industrielles finissent probablement par nous empoisonner la vie. La *praxis* marxiste, reposant fondamentalement sur le progrès, en ce sens qu'elle commande aux hommes de maîtriser la nature et l'adapter à leurs besoins, n'en garde pas moins le souci de perfectionnement continu et l'épanouissement total de l'être humain. Mais le marxisme attribuant une priorité absolue à la *praxis*, c'est-à-dire à l'activité de transformation de l'homme, condamne de ce fait le naturalisme.

Herbert **Marcuse** dans *L'Homme unidimensionnel* en 1964 et, en 1972, dans *Contre révolution et révolte*, s'élève contre la *praxis* bourgeoise qui consiste à «*assujettir la nature afin de l'exploiter au maximum*».

Il écrit : «*La nature commercialisée, la nature polluée, la nature militarisée a détruit l'environnement de l'homme, non seulement dans un sens écologique mais aussi dans un sens très existentiel*» [Marcuse Herbert, *Counter -revolution and revolt*, Boston, 1962, p. 60.]

Par sa dénonciation de la *praxis* bourgeoise, qui consiste à traiter la nature comme un objet offert à la seule volonté de puissance

de l'homme -et dans ce sens la *praxis* peut tout aussi bien être qualifiée de marxiste- et à son désir de conquête, Herbert Marcuse donne un souffle nouveau à la critique anarchiste du progrès puisque celui-ci aboutit à une rupture de l'harmonie originelle entre l'homme et la nature. Sous la forme d'une *praxis* prétendument émancipatrice (bourgeoise ou marxiste), le travail est sacralisé depuis la seconde moitié du XIX^{ème} siècle.

Au centre de la pensée anarchiste, l'homme n'est plus *Homo faber*, mais plus sûrement *Homo ludens*, homme dont les activités relèvent d'un acte librement assumé, consenti et créateur.

Mai 68 constitue une rupture en même temps qu'un renouveau, tant sur le plan de la revendication qui passe du quantitatif au qualitatif, que sur le plan des modes de contestation eux-mêmes.

Le refus du mode culturel bourgeois, la renaissance intellectuelle et sociale de l'anarchisme, la spontanéité qui caractérise le mouvement, la créativité libertaire, la lutte contre l'autorité, la remise en cause du rôle de dirigeant, le refus de la hiérarchie et de la compétition comme moteurs de la réussite individuelle, en même temps qu'une profonde exigence égalitaire et libertaire, représentent autant de repères qui donnent son sens profond à la révolte du Mai français.



Ce texte, tiré d'un mémoire de maîtrise d'Histoire contemporaine réalisé par E. Sarboni aux cours de l'année universitaire 1993 [« **Des Communautés libertaires...de 1968 à 1978, dans le Sud Ouest** »], s'est intitulé « *Mai 68, un formidable amplificateur* ».

Il a fait l'objet, 30 années après l'événement, d'une première publication en mai 1998 dans *le Monde Libertaire* N°1124

Mai 1968 - Mai 2008

*« La révolution est toujours
à l'ordre du jour »*

40 ans après l'événement...



Paru dans le *Libertaire* 66 [N°10] il est question ici d'entretenir la mémoire autour de ce que furent les journées de Mai...

« 40 années nous séparent d'un Mai 68 libertaire et porteur d'un esprit radicalement antiétatique et anti-politique...

Nous tentions alors de faire de ce moment une occasion unique pour la jeunesse de l'époque de découvrir, par les combien furent belles ces journées d'un printemps rouge et noir et combien furent tristes les magouilles politiciennes qui firent en sorte que l'Etat retrouvera en juin 68 sa vigueur d'antan... »



Nous entendons très souvent parler de Mai 68 comme d'une « explosion de contestation » de la jeunesse, issue de nulle part et sans réel enracinement. Des assertions qui ne sont pas totalement infondées mais qui ne recouvrent pas l'entière vérité.

Dès le début de l'année 68, des grèves éclatent à l'usine *Dassault* de Bordeaux, dans les usines *Rhodiacéta* de la région Rhône-Alpes, à la *Saviem*, *Jaeger* et *Moulinex* de Caen. Dans le Nord (Douai, Bruay, Valenciennes...), en Bretagne, dans les Pays de Loire, les conflits ouvriers se multiplient. La contestation et la grève sont à l'ordre du jour !

Brefs rappels événementiels

C'est dans ce contexte, qu'en Mars 68 des manifestations étudiantes vont être durement réprimées et donner naissance au Mouvement du 22 mars à Nanterre. L'ampleur de la répression administrative, à partir du 2 mai, avec la fermeture de la faculté par le doyen **Grappin**, va conduire le mouvement étudiant à se replier sur la Sorbonne. Un grand meeting va s'y tenir le 3 mai. La police, appelée par le recteur **Roche**, fait évacuer la Sorbonne.

Dans la soirée, violentes manifestations d'étudiants au Quartier latin pour protester contre les fermetures d'université et comparution de six étudiants de Nanterre devant le Conseil de discipline. Durant six heures, des incidents opposent manifestants et forces de l'ordre. Il y a **596 interpellations** et une **centaine de blessés**.

Le cycle manifestations - répression - manifestations ne va alors cesser d'aller en s'amplifiant. Le 6 mai: 422 arrestations et un millier de blessés. Le 7 mai, 30 000 étudiants manifestent dans la capitale. Les barricades dessinent l'architecture d'un Paris émeutier. La Sorbonne va être rouverte sur ordre de **Pompidou**.

Le 13 mai, c'est la grève générale contre les violences policières. Un million de travailleurs défilent dans les rues de la capitale de *République* à *Denfert-Rochereau*.

Dans toutes les villes de province, les défilés battent le pavé, drapeaux rouges et drapeaux noirs rassemblés.



A partir du 14 mai, la grève avec occupation démarre à **Sud Aviation** à Nantes. Elle ne va pas cesser de s'étendre. Dès le 15 mai, c'est au tour de **Renault - Cléon** en Seine Maritime... Le 22 mai, le pays est totalement paralysé et compte près de **10 millions de grévistes** et des milliers d'usines occupées. Certaines même seront remises en marche par les ouvriers...

Le 27 mai, le constat dit de « Grenelle », à la suite des discussions entre les syndicats et le CNPF et la CG PME, offre aux grévistes: une augmentation du SMIC, une réduction du temps de travail, un abaissement de l'âge de la retraite et l'acceptation des sections syndicales d'entreprise.

Les travailleurs **repoussent le Grenelle** des dupes et cela vaudra à Georges Séguy (CGT) un véritable camouflet devant des milliers de travailleurs rassemblés aux **usines Renault de Billancourt**.

La grande majorité des grévistes, étudiants et travailleurs confondus, désire aller au-delà du simple mouvement de revendications.

Le 28 mai, c'est le durcissement de la grève qui est à l'ordre du jour alors que la gauche « politicienne » - FGDS et PCF - va jouer le pourrissement. Les premiers s'autoproclament comme l'alternative au gaullisme (meeting de Charléty), les seconds s'érigent en défenseurs et en « restaurateurs » de l'Etat et stigmatisent avant tout le désordre des manifestations, les débordements des aventuristes anarchistes, gauchistes et trotskystes.

L'Humanité du 3 mai ne dénonçait-elle pas les agissements du « *Mouvement du 22 mars dirigé par l'anarchiste Cohn-Bendit* » ?

Christian Fouchet, Ministre de l'Intérieur, le 25 mai, en écho aux déclarations des communistes, ne pouvait pas mieux faire que de dénoncer

« ...les anarchistes qui sont très certainement bien organisés pour la guerre des rues, la guérilla... »

Fin mai, De Gaulle va pouvoir revenir en force et récupérer le terrain de la politique politicienne.

Le 30, la manifestation tricolore des Champs Elysées, qui met en mouvement tout ce que les forces conservatrices et réactionnaires peuvent rassembler, est à l'origine du rétablissement de « l'autorité de l'Etat », un temps chahutée par la rue. Le PCF est rassuré et se profile en point d'orgue les élections législatives de juin, qui permettront à une écrasante majorité de « godillots » de casser définitivement le mouvement de contestation. [Les 23 et 30 juin, la foire aux bonimenteurs accouche d'une chambre «bleu horizon» : 294 UDR ; 64 RI ; 57 FGDS et 34 PCF]

Remarques, questions et apports ...de Mai 68

Tout d'abord, Mai 68 est le lieu d'une série de malentendus et/ou de paradoxes.

- Chez les étudiants se côtoient des gauchistes « ouvriéristes » et des révolutionnaires « libertaires »
- Les ouvriers transposent la lutte originelle sur le terrain de leurs propres revendications
- Les organisations syndicales et les bureaucraties sont dépassées par leur base
- Les communistes très opposés au mouvement, y compris début Mai, vont tenter de prendre le train en marche
- Les leaders de la gauche vont voir dans l'événement l'occasion d'occuper le pouvoir ...
- La droite, enfin, va limiter Mai 68, à l'action d'une poignée d'agitateurs irresponsables.

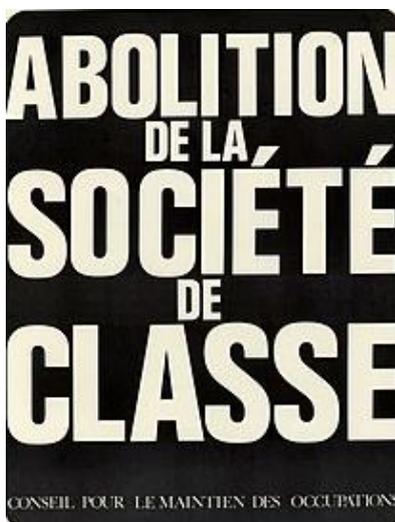
Mai 68 sera tour à tour et selon les analystes, les politologues et les politiciens, classé comme

- Une crise de civilisation
- Un psychodrame
- Une répétition générale

Cet aspect unidimensionnel de l'approche de Mai 68 est à coup sûr contre-productif. Mai 68 est à la fois tout cela et bien d'autres choses encore.

En fait, l'Erreur majuscule de la classe politique est d'avoir apprécié l'événement à l'aune du seul registre de l'affrontement « politicien et partidaire » et à l'intérêt qu'il pouvait susciter en termes de mathématique électoraliste.

La société française, du reste, en est encore aujourd'hui à rythmer ses fonctionnements, ses actions et ses prises de décisions autour des seules échéances électorales.



L'héritage de Mai 68

La liberté, l'impertinence, l'esprit critique deviennent dès cette époque des exigences fondamentales. La révolte **totale** de la jeunesse contre le monde des adultes traduit en fait le rejet du modèle social, politique, économique et culturel qui est imposé aux jeunes et à la société dans son ensemble. Un des slogans de 68 n'était-il pas « *Nous ne sommes pas contre les vieux mais contre ce qui les fait vieillir !* » ...

Les jeunes anarchistes de Nanterre, bientôt relayés par une jeunesse étudiante et une jeunesse ouvrière disponibles, vont dénoncer et repousser

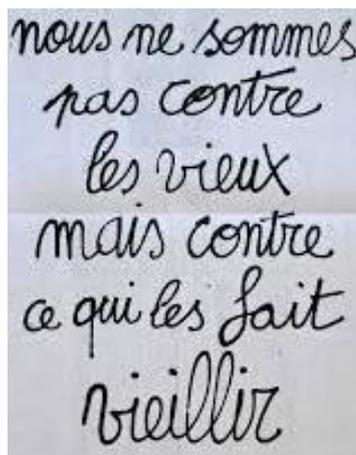
- *les analyses théoriques et les méthodes tactiques des vieilles organisations,*
- *les chefs ou les meneurs, même si des personnalités se détachent de l'ensemble, notamment au travers des médias,*
- *les tripatouillages et les renoncements des partis politiques et des Etats-Majors syndicaux,*
- *l'Etat et la pratique illusoire de l'électoratisme.*

Ils mettront en avant des revendications et des pratiques

- *d'autonomie,*
- *d'autogestion,*
- *de rejet des hiérarchies, de l'Autorité sous ses multiples formes et des tabous.*

Ils se réfèrent à certaines expériences historiques

- *l'Ukraine libertaire de 1917,*
- *l'Espagne libertaire de 1936.*



Comme on peut le constater, le Mai français s'est fondé avant tout sur le refus implicite de la vie « bourgeoise », considérée comme mesquine, médiocre, réprimée, oppressive. C'est à une contestation globale de cette société inique que la France a été confrontée.

L'atteinte portée à l'autorité dans un premier temps universitaire et ensuite à l'autorité institutionnalisée, a aidé à faire sauter l'interdit qui entravait jusque-là les travailleurs confrontés à l'action directe, face aux bureaucraties et au pouvoir d'Etat.

C'est l'inévitabilité des règles qui soutiennent et pérennisent l'organisation sociale, qui vient de vaciller.

Edgar Morin écrit : « *Mai 68, au moins dans ses toutes premières journées d'occupation, renoue avec la grande source libertaire du mouvement ouvrier français* » [MORIN Edgar, LEFORT Claude, CASTORIADIS Cornelius, *Mai 68, la brèche*, Paris, 1968, Seuil]

Une révolution plongée dans l'exigence égalitaire et libertaire, qui condamne toute autorité non déléguée et non révocable. Par leurs actes remplis d'audace, par leur collectivisation spontanée, les jeunes font éclater les carcans « bureaucratiques ».

Richard Gombin, résume les aspects indiscutables de la révolte antiautoritaire de 68 en écrivant :

« En luttant à la fois contre les structures contraignantes de la société globale et contre l'emprise des directions ouvrières, les travailleurs retrouvent des réflexes très anciens, qu'un Proudhon et un Bakounine avaient mieux senti qu'un Marx ou un Lénine » [GOMBIN Richard, *Les origines du gauchisme*, Paris, 1971, Seuil]

Comme en écho, Daniel Guérin précise :

« La renaissance de l'anarchisme pendant mai 68 a pu surprendre. Mais, à y regarder de plus près, la classe ouvrière française et par extension le peuple français, a toujours conservé un fond d'anarchisme, ou plutôt d'anarcho-syndicalisme » [GUERIN Daniel, *A la recherche d'un communisme libertaire*, Paris, 1984, Spartacus]

Voilà ce qui a été la marque de cet événement et, à partir de ce moment là, beaucoup d'expériences et mouvements de contestation ont été directement influencés par les apports de Mai 68 et c'est encore ce qui baigne certaines révoltes des années 2000.

Edward Sarboni (groupe Puig Antich)

Mai 68 a toujours empêché les défenseurs du statu quo politique de dormir tranquilles !

50 ans après l'événement

Les soixante-huitards ont peu parlé de Mai 68, c'est ce qu'écrivait J.P. Duteuil, en 2008, dans l'introduction à son ouvrage « *Mai 68, un Mouvement politique* ». Il y précise : « *les soixante-huitards parlent peu de Mai 68, sauf tous les 10 ans lorsqu'ils sont sollicités pour servir de décor à des commémorations qui, elles aussi, doivent être décryptées à la lumière des objectifs que leur assigne le pouvoir (...)* »

Le constat c'est qu'en 2008, « *moins de la moitié des ouvrages écrits sur [l'"événement"] l'ont été par un ou plusieurs de ses acteurs* »

Cependant près d'une dizaine d'années après 68, des mouvements se sont développés en surfant sur ses antagonismes existant au sein la société française.

Beaucoup des acteurs du mois de Mai ont largement contribué à ces mouvements en évitant de les idéaliser et de les séparer du réel, de manière purement idéologique et partisane ...

Mais dès après 1978, s'est développé un processus de réduction et de transformation [de déconstruction] de ce qu'avait porté Mai 68, ce processus s'appuyant « *Mai essentiellement culturel* ».

Si ce renversement dans l'interprétation et dans la restitution de la dimension réelle de « Mai 68 » a pu se produire, nous le devons en priorité au renversement « *du rapport de forces entre le haut et le bas de la société* ».

Su le plan purement politique nous avons déjà assisté à la manifestation de ce phénomène quand, dans sa traduction électorale, les législatives de la fin juin en 1968 allaient fournir une majorité écrasante à la « droite ». Souvenons-nous qu'un an auparavant, les législatives de 1967 avait renvoyé les forces de la gauche et celles de la droite quasiment dos à dos -en terme de «voix»...

■ Elections législatives des **5 et 12 mars 1967** : 487 sièges à pourvoir. Majorité absolue 244 sièges
Inscrits 28 291 838 - Abstention 5 404 687 (19,10%) -Votants 22 887 151 (80,89%)
Blancs et Nuls 494 834 (2,16%) - Exprimés 22 392 317 (79,1%)

	1 ^{er} tour	2 ^{ème} tour - sièges
Union des républicains de progrès	8 453 512 (37,75%)	50,21% - 244
Parti Communiste Français	5 029 800 (22,46%)	15,02% - 73
Fédération de la gauche démocrate et socialiste	4 207 166 (18,79%)	23,87% - 116
Centre démocrate	2 864 512 (12,79%)	5,56% - 27
Parti socialiste unifié	506 592 (2,26%)	0,82% - 4
Divers	1 330 967 (5,95%)	4,32% - 21

Composition de l'Assemblée nationale

Groupe	Nombre de députés	Apparentés	Total	%
UD-V^{ème}	180	20	200+1*	41,15
Républicains Indépendants	39	3	42	8,64
FGDS	116	5	121	24,90
Parti communiste	71	2	73	15,02
PDM	38	3	41	8,43
Non inscrits	9	-	9	1,85
	453	33	486	100

*Un siège vacant : (Territoire français des Afars et des Issas). Le député UD-V^e élu le 23 avril 1967 porte le total des députés gaullistes à **201**

■ Elections législatives des 23 et 30 juin 1968 : 487 sièges à pourvoir. Majorité absolue 244 sièges
Votants au 1^{er} tour 23 751 213 soit 79,96% - votants au second tour 14 577 512 soit 77,83%

	1 ^{er} tour	2 ^{ème} tour	Elus
UDR – G. Pompidou	10 585 290 (47,79%)	7 258 633 (49,79%)	363
Gauche Parlementaire - Waldeck Rochet	9 132 145 (40,84%)	6 177 475 (42,38%)	91
Progrès et démocratie moderne – J. Lecanuet	2 289 849 (12,54%)	1 141 305 (6,96%)	33

En 1969, l'élection de Georges Pompidou à la présidence de la République marque un tournant pour le monde des affaires. Le nouveau chef de l'Etat s'intéresse davantage à l'économie.

Avec lui, la « politique industrielle » va connaître son âge d'or. TGV, Airbus ainsi que le grand chantier du nucléaire civil datent de ces années là. Le VI^{ème} Plan met l'accent sur l'impératif qui vise à moderniser des activités industrielles - télécommunications, informatique, automobile... Dans le courant des années «70» le CNPF (Conseil National du Patronat Français et son président François Ceyrac interviennent directement dans le débat politique. Le CNPF publie en 1973 un communiqué faisant entendre "ses observations" sur le projet de budget 1974 avant que ne débute la discussion du texte à l'Assemblée nationale.

A la lecture du communiqué le lecteur de *l'Agefi* apprend que : «*Le CNPF déplore que...*»... «*L'organisation patronale s'inquiète de...*»... Elle «*s'élève par ailleurs contre...*»... et qu'elle «*confirme son opposition formelle à...*»... Enfin, elle «*estime indispensable que...*» !

A l'automne 1973, le choc pétrolier va précipiter les choses et plonger le monde dans la crise et mettre un point final au boom économique dont profitaient les économies occidentales jusqu'alors.

Valéry Giscard d'Estaing alors ministre des finances prophétise «*1974 sera une année difficile pour le monde et pour la France.* »

Pour sortir de la crise, le gouvernement dirigé par Jacques Chirac tente en 1974 un plan de relance qui produira quelques résultats. Raymond Barre, appelé à Matignon en 1976, va s'attacher à proclamer la rigueur.

Le patronat saisit alors l'opportunité de confier les rennes du pouvoir à une gauche de gérer la sortie des "trente glorieuses".

En janvier 1981, un congrès extraordinaire du Parti socialiste, réuni à Créteil, dans la banlieue parisienne, investit son champion pour l'élection présidentielle, François Mitterrand. La "gauche" aux affaires à partir de cette date (socialistes, communistes et radicaux réunis), va pouvoir mener une politique en tout point voulue par le capital.

L'austérité cornaquée par la "gauche de gouvernement" pourra ainsi annihiler toutes les velléités de réactions sociales en surfant sur les illusions de la social-démocratie...

Toutes les conditions vont être ainsi réunies pour faire de l'événement Mai 68 au mieux une parenthèse à dimension uniquement culturelle.

MAI 68 : un repoussoir pour la gauche

La gauche, communistes en tête, ne va avoir de cesse que de dénigrer les acteurs de «68». Gauchistes, anarchistes, petits bourgeois en mal de rébellion etc. etc.

Pas question pour elle d'accepter la remise en cause des "sacro-saintes méthodes électoralistes" entrevue au cours des événements.



La dénonciation de «*l'aventurisme*» par les professionnels de la politique va servir de signe de ralliement à tous ceux qui aspirent à gouverner et à toutes celles et tous ceux qui n'envisagent pas d'autres issues que celles très illusoire d'un changement par les urnes.

Dans son rejet de «*l'infantilisme*» des journées de Mai, les tenants de la gauche dite «*sérieuse et responsable*» seront peu à peu rejoints par les «*marxistes critiques*» (maoïstes, trotskistes...) qui n'ont pas apprécié de voir les critiques, les propositions et les démarches libertaires non seulement se développer mais très souvent apparaître comme des alternatives en actes.

Les syndicats, depuis fort longtemps déjà inféodés à des formations politiques de «gauche», n'ont eu aucun mal à entrer dans la danse en proposant leurs propres analyses critiques des événements.



La Direction CGT courroie de transmission syndicale du PCF a constamment fait obstacle au développement du mouvement dans le sein de la classe ouvrière. Elle se méfiait de la perte de son leadership ouvrier, chose qu'elle redoutait si la rencontre envisagée entre les jeunes étudiants révolutionnaires et les jeunes prolétaires qui voulaient en découdre avec ce système honni avait pu se concrétiser.

Non contente de s'y opposer (y compris physiquement) la CGT mit toutes ses forces dans la bataille contre le Mai libertaire. Il est vrai que la PCF tenait lui à ne pas voir débarquer sur sa gauche des contestataires qui ne désiraient pas s'en remettre à ses analyses de la situation et encore moins à ses propositions. PCF et CGT, main dans la main traitaient alors les acteurs de MA « d'agents provocateurs...aux ordres du pouvoir »...

Bernard RAVENEL, dans son ouvrage édité en 2016 «*Quand la gauche se réinventait. Le PSU histoire d'un parti visionnaire. 1960-1989*» écrit qu'« un communisme "non stalinien" se développe »

quand dans le même temps «*les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier semblent vermoulues*»... Ajoutant qu'effectivement dès cette époque «*le Parti communiste abandonne toute perspective révolutionnaire et se contente de s'aligner sur l'URSS*»...

La CFDT quant à elle avance cachée.

Dans un premier temps elle va reprendre à son compte certaines idées issues des manifestations, non sans les avoir au préalable limitées dans leur contenu. Il en fut ainsi de **l'autogestion**, de **la démocratie «directe»** etc. En réalité cette centrale allait surfer sur le Mai 68 pour tenter par-dessous tout de titiller la CGT sur le terrain syndical. Très vite il fut question dans les déclarations d'Edmond Maire de la dénonciation des «*coucous qui viennent faire leurs nids dans celui des autres...*». Allusion directe aux "gauchistes" et "anarchistes" qui militaient au sein de cette centrale.

LA CGT représentait le PCF dans le monde du travail, la CFDT allait défendre les positions de la gauche social-démocrate (Socialistes, Radicaux, PSU...).

A gauche encore, il convient d'ajouter tous les tenants d'une vision étatique de la société, adversaires convaincus des propositions et thèses anarchistes, qui vont soutenir que «*la pensée des sixties a finalement accompagné et justifié celle du néo-capitalisme contemporain.*»

C'est en effet d'abord à gauche que s'est menée la critique du **Mai 68 libertaire**.

Pour certains intellectuels, «*le "libertarisme" de Mai 68 allait trouver sa réalisation dans le néolibéralisme qui prit son élan dans les années 1980.*»

Dès 1978, l'écrivain Régis Debray écrivait que «*Mai 68 est le berceau de la nouvelle société bourgeoise*».

Il insistait en 2008, dans son ouvrage [*Mai 68 : une contre-révolution réussie*], paru aux Editions des Mille et une nuits]: «*les chemins de l'ordre devaient passer par la révolte*»...

Auteur de [*Mai 68 en héritage*] aux Editions de La Découverte en 2006], le sociologue Jean-Pierre Le Goff y dénonce «*le gauchisme post-soixante-huitard abâtardi*»

Il écrit :

«*Ces années contestataires n'ont pas seulement amené la fin d'un mythe révolutionnaire, elles ont sapé les fondements éthiques et rationnels du*

politique et porté le doute sur la possibilité d'une reconstruction. En ce sens, elles constituent bien "un héritage impossible" et c'est hors de leur horizon qu'il faut chercher le renouveau possible de la politique.»

Quant à Emmanuel PONCET adoptant une attitude totalement dénuée de certitude écrit que «critiquer l'héritage 68, ce n'est ni être contre la liberté, ni être pour le retour à l'ordre. C'est assumer calmement le fait que Mai 68 fut un mouvement aux conséquences réversibles et contradictoires ».

L'immense problème qu'a pu rencontrer la gauche face à l'événement Mai 68, c'est qu'elle

MAI 68 : Un repoussoir pour la droite...

A droite, Mai 68 est considérée comme une calamité. La cause absolue de la **déconstruction de la Hiérarchie, de l'Autorité, de la Famille et de l'École**. Tout cela représente en condensé pour la réaction, la destitution voire la destruction de la grandeur de la France.

La droite n'a pas attendu la fin des événements pour critiquer Mai 68. Mais peut-on s'en étonner ?

DE GAULLE a parlé de "**chienlit**" et a fait le plus souvent sonner la charge de ses flics. Les CRS et même l'armée ont investi les rues et les faubourgs de la capitale. Le spectre de la «révolution» qu'il a manié a dessein, lui servait de marqueur dans le but d'ancrer la peur au plus profond de la société française.

Aujourd'hui encore, la majorité de la droite radicale continue à faire de Mai 68 le symbole de tout ce qu'elle déteste.

L'exemple tiré d'une citation de Jacques Rougeot [Né en 1938 ; Docteur ès lettres (1978), professeur émérite de langue française à l'Université Paris-Sorbonne-Paris IV... Il fut l'un des fondateurs et le président du comité d'honneur de l'UNI : Organisation étudiante fondée au début du «contre- Mai » par la droite gaulliste pour lutter contre l'extrême-gauche...] ne parle-t-il pas de lui-même ?

« Sur le fond des idées et de l'action des soixante-huitards, mon jugement est aussi intégralement négatif qu'il l'était sur le moment. Non, mai 68 ne fut pas une aspiration à la liberté de la part de gens qui en étaient gavés. Ce ne fut évidemment pas une révolte de la misère. Le mouvement de mai ne fut pas inspiré par un idéal, mais

n'a produit aucune analyse qui ait résisté bien longtemps.

N'ayant avant toute chose que des ressentiments vis-à-vis du **contenu libertaire** des mobilisations et des luttes de l'époque, elle n'a fait qu'accompagner le mouvement sans le comprendre. Un moment complice et un moment hostile... Du côté de son aile réformiste elle s'est essayée à en gommer les effets les plus radicaux et destructeurs, et du côté de son aile plus radicale, elle s'est réfugiée dans une protestation incantatoire

par une utopie, ce qui est précisément le contraire ».

Dans le même ordre d'idées, dans les universités, en 1974, le gouvernement de droite sut apporter les forces nécessaires à la mise sur pied du Groupe Union Défense dans le but de **contrer les mouvements gauchistes et anarchistes**. Le GUD prit une part importante à la campagne présidentielle de Valéry Giscard d'Estaing.

[[Sur ces points voir Frédéric Charprier : Génération Occident. De l'extrême-droite à la droite Madelin aux Editions du Seuil en 2005](#)]

La "Nouvelle Droite" créée à peu de choses près dans les eaux des événements de Mai fût une tentative d'aggiornamento radical du paysage intellectuel des droites françaises. Elle le fait pour notamment

« Contrer efficacement "l'hégémonie marxiste" qui avait cours dans les milieux intellectuels et universitaires » ...

De proche parenté avec la revue **Défense de l'Occident**, dirigée par Maurice Bardèche, la "Nouvelle Droite" se veut carrefour et laboratoire d'idées pour une extrême-droite nationaliste Européenne, assez franchement néo-fasciste...

Les bases théoriques de la "Nouvelle Droite" s'articulent avant tout autour du

«(...) refus d'un égalitarisme niveleur et réducteur de la diversité des peuples et des cultures»

Entre le début des années «70» et 1983 la "Nouvelle Droite" va développer une stratégie réussie de conquête de positions à responsabilités dans les media conservateurs tels que **Le Figaro Magazine** ou **Valeurs Actuelles**. Elle créera même **Magazine Hebdo** ...

Elle va s'employer à faire avancer son «anti-égalitarisme» au sein du Rassemblement Pour la République (RPR créé en 1976 par Jacques Chirac) et des Républicains Indépendants (RI) et dans une moindre mesure, au sein du Centre National des Indépendants et Paysans (CNIP).

Des Ministres comme M. Poniatoski, J. Médecin et P. Malaud, poussèrent très loin le rapprochement idéologique avec les hommes de la "Nouvelle Droite".

La "Nouvelle Droite" peut être rangée dans le camp des adversaires les plus déterminés des changements incarnés par Mai 68.

Le mouvement de droitisation de la société s'est appuyé sur cette **opposition à la fois sociale, politique et culturelle aux idées de Mai**. Après les années Mitterrand et la parenthèse

chiracienne, cette droitisation s'est même radicalisée avec la montée des populismes.

La «**Manif pour tous**», aux antipodes des manifestations de mai 68, s'est caractérisée par ses slogans homophobes et racistes. C'est à un "printemps anti Mai 68" que la réaction a convié l'arrière garde de ses troupes. La révolte de la jeunesse étudiante et ouvrière de la fin des années 60 est devenant le repoussoir des opposants au mariage gay.

Guillaume Pelletier, un des vice-présidents de l'UMP ne déclarait-il pas en 2013 :

«Quarante-cinq ans après, nous assistons à un Mai 68 de droite».

Les opposants au mariage pour tous ont ainsi reproché à Mai 68 d'avoir conduit mené au relativisme, au nihilisme, à l'hédonisme, au consumérisme, à l'abolition d'une civilisation.

Le mariage de raison Droite/Gauche pour "dézinguer" MAI 68

Tous les spécialistes autoproclamés de quelque bord qu'ils se revendiquent, tous ceux qui ont pensé pouvoir et devoir «éclairer notre chemin», ces pâles «pisse copie» qui **prirent en passant leur propre vessie pour une lanterne**, nous ont asséné que tout ce qui est après 1968 c'était de la faute à Mai 68 !

Sans vouloir obligatoirement péter plus haut que son «QI», et même en restant totalement modeste, ne convient-il pas tout simplement de rappeler qu'à partir des événements de Mai 68, c'est bien la droite politicienne qui était au pouvoir et ce jusqu'en 1981. Et qu'à cette date c'est la gauche - socialistes, radicaux et communistes un temps... - qui prit le relais jusqu'en 1995. Et qu'à nouveau et sans discontinuer la droite revint aux affaires...

Il faut arrêter les frais ! D'acteurs de 68 qui se revendiquaient du **courant libertaire**, à l'exception de Daniel Cohn-Bendit qui a sauté le pas, aucun n'a fréquenté les allées du Pouvoir.

Aucun n'a eu le loisir de prendre de décisions dans la conduite des affaires, dès lors qu'ils voulaient un monde débarrassé des professionnels de cette même politique politicienne !

Alors où est la responsabilité de «Mai 68» dans les dérives de notre société ?

- L'électoratisme fait toujours un tabac, même si ces dernières années l'abstention gagne du terrain...
- Le Capital s'est enhardi au point d'avancer ses pions sans se munir de faux prétextes...
- L'Etat fait toujours parler la castagne via ses tuniques bleues...

▪ L'Ecole n'est-elle pas restée ce qu'elle a toujours été : l'entreprise de reproduction des inégalités sociétales ? Oui évidemment !

▪ La pauvreté gangrène notre société au point de jeter de plus en plus de monde dans les rues...

▪ Le racisme et le nationalisme n'en finissent plus de progresser...

▪ Les syndicats sont devenus «partenaires sociaux» et les bureaucraties syndicales donnent le «La» de la contestation... c'est-à-dire le moins souvent possible...

▪ Les grèves ouvrières n'envisagent plus d'être «Générales et expropriatrices» comme elles se voulaient être à la naissance du Syndicalisme...

▪ Les Assemblées Générales ont rapidement laissé place aux petits arrangements entre "amis"...

Mai 68 n'était-ce pas « *Elections pièges à cons* » ; « *Je vote, tu votes, il vote, nous votons, vous votez...ils profitent* » ; « *Je ne veux pas perdre ma vie à la gagner* » ; « *Soyez réalistes, demandez l'impossible* » ; « *la politique se passe dans la rue* » ; « *Dans la révolution il y a deux sortes de gens : ceux qui la font et ceux qui en profitent* » ; « *Comment penser librement à l'ombre d'une chapelle ?* » ; « *Céder un peu, c'est capituler beaucoup* » ; « *Le patron a besoin de toi, tu n'as pas besoin de lui* » ; « *Même si Dieu existait il faudrait le supprimer* » ; « *On achète ton bonheur, vole-le !* » ; « *La liberté d'autrui étend la mienne à l'infini* » ; « *Ni robot, ni esclave* » ; « *Le droit de vivre ne se mendie pas, il se prend* » ; « *La*

révolution cesse dès qu'il faut se sacrifier pour elle »...

Cette liste non exhaustive des slogans qui montaient des cortèges de manifestants ou qui habillaient les murs des villes prouvent à elle seule deux choses...

1/ Les dérives auxquelles nous avons été conviées à la suite des événements de 68 ne trouvent pas de justification dans les aspirations de la jeunesse en révolte.

A contrario, les adversaires du mouvement ont constamment défendu des positions diamétralement opposées à ces slogans ! Ils sont donc les premiers responsables des dérives autoritaires, libérales et sociale-démocrates de la société...

2/ A la lecture des positionnements de la plupart des politiciens et intellectuels qui ont analysé l'événement Mai 68 à l'aune de leurs propres cadres «idéologiques», nous pouvons opposer l'apport des réflexions, idées, propositions qui ont traversé les événements de Mai 68 et qui ont contribué à nous armer pour d'une part comprendre le monde d'aujourd'hui et aussi pour combattre toutes ses dérives.



En conclusion

La psychanalyste Elisabeth Roudinesco et l'historien Marcel Gauchet, débattant de mai 68, au mois de juillet 2015, [[Le Monde 28/07/2015](#)] parlaient «(...) de la pertinence des idées de Mai 68 pour comprendre le monde d'aujourd'hui et inventer celui de demain.»

A l'opposé de la pensée de Mai qui se voulait «critique du Monde de la marchandise» nous vivons aujourd'hui dans une époque de capitalisme débridé avec comme seul horizon des chiffres, des hiérarchies et des luttes de Pouvoirs.

Il convient de **reprenre la critique sociale là où nous l'avons laissée** ! Certains l'ont abandonnée quand d'autres l'ont combattue...

A la fois **un mouvement social** et une **insurrection sociétale**, de manière concomitante **grève ouvrière** et **rêve de libertés non entravées**, Mai 68 peut nous servir de boussole au

moment de débattre des chemins à emprunter pour révolutionner le vieux monde...

Quand certains pensaient (et pensent) que «Mai 68» fut la cause de la déconstruction de **la hiérarchie**, de **l'autorité**, de **la famille** et de **l'Ecole**, nous avons la faiblesse de penser que ce n'est pas «Mai 68» qu'il faut dénigrer encore moins combattre !

A contrario, il faut tout faire pour qu'un autre rendez-vous de la même nature puisse cette fois déboucher sur des résultats concrets : **Abolir toutes les hiérarchies, combattre tous les Pouvoirs** et en premier l'Autorité, en finir avec les strates et réminiscences patriarcales qui tiennent lieu de cadre à la famille et mettre le passage des savoirs (l'Ecole) au centre de préoccupations sociales, humaines, égalitaires en refusant d'en faire un espace favorisant la société de fric et de hiérarchie...

E. Sarboni (Mars 2018)

Quelques lectures utiles...

MORIN Edgar, LEFORT Claude, CASTORIADIS Cornelius, *Mai 68 : la brèche*, Paris, 1968, Editions Seuil

CROZIER Michel, *La Société bloquée*, Paris, 1970, Editions Seuil

GOMBIN Richard, *Les origines du gauchisme*, Paris, 1971, Editions Seuil

GUERIN Daniel, *A la recherche d'un communisme libertaire*, Paris, 1984, Editions Spartacus

LAVABRE M.C. & REY H., *Les Mouvements de 1968*, Paris, 1998, Editions Casterman

MORIN Edgar, LEFORT Claude, COUDRAY Jean-Marc, *Mai 1968 : la brèche*, Paris, 1988, Editions Fayard

COLLECTIF, *Le mouvement de Floréal An 176. Mai 68 par eux-mêmes*, Paris, 1989, Editions du Monde Libertaire

CHARPIER Frédéric, *Génération Occident. De l'extrême-droite à la droite Madelin*, Paris, 2005, Editions Seuil **Debray régis**, *Mai 68 en héritage*, Paris, 2006, Editions de La Découverte

VIGNA Xavier, *L'insubordination ouvrière dans les années 68...*, Rennes, 2007, Presses universitaires de Rennes

DUTEUIL Jean Pierre, *Mai 68. Un mouvement politique*, La Bussière, 2008, Editions Acratie

GODARD Philippe, *Soyons réalistes demandons l'impossible*, Paris, 2008, Editions Syros

LOYER Emmanuelle, *Mai 68 dans le texte*, Paris, 2008, Editions Complexes

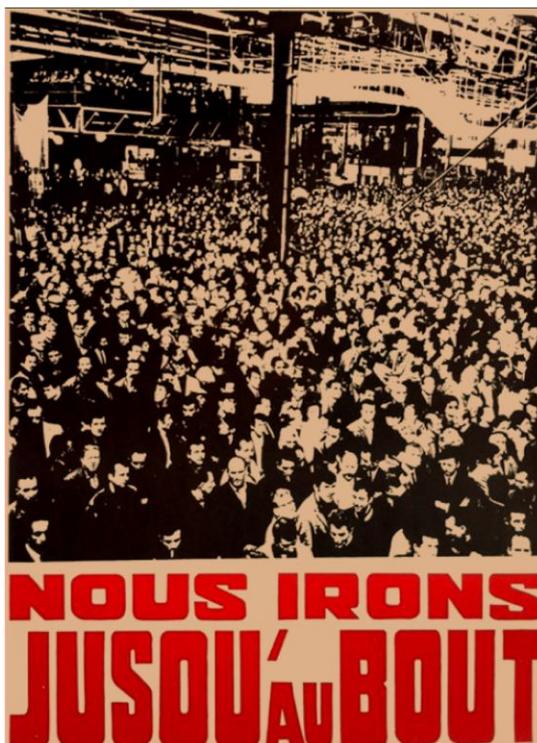
Sous la Direction de DREYFUS-ARMAND G. (...), *Les années 68 le temps de la contestation*, Paris, 2000, Editions Complexes (réédition en 2008)

RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait. Le PSU histoire d'un parti visionnaire. 1960-1989*, Paris, 2016

Nous irons jusqu'au bout...

Ce slogan cinquantenaire, parmi tous ceux qui avaient fleuri pendant le joli mois de mai 1968, est maintenant repris, confisqué par le gouvernement. Fort de leur toute puissance le nouveau chef de l'état et ses laquais le claironnent sans arrêt : ils iront jusqu'au bout de leur politique libérale.

Le nouvel occupant du palais présidentiel, lancé sur le devant de la scène par le locataire précédent, enchaîne bataille après bataille pour imposer son nouvel ordre libéral. Après avoir placé sa Loi Travail 2.0, sans grand mérite suite à la première version du gouvernement PS, le voici engagé dans la bataille du rail.



Propagande, bombardement médiatique, dénigrement, mépris, provocations tout est bon pour faire passer la pilule. L'enjeu est de taille, il s'agit d'en finir avec un des derniers bastions du service public. Si ce verrou saute, les hussards de la libre exploitation pourront sonner la charge finale : haro sur les services publics de la santé et de l'éducation.

Pour arriver à ses fins la bande des carriéristes au pouvoir ne recule devant rien. Les managers de la start-up France se sont donné pour objectif de faire table rase du passé. La vie d'avant c'est terminé : le monde a changé de base et désormais ce sont eux qui fixent les repères.

D'aucuns s'étonnent de la méthode mise en œuvre par le gouvernement pour imposer sa vision en verrouillant à l'avance toute modification substantielle de ses projets bouclés au palais présidentiel. Pourtant cette méthode est connue depuis longtemps: c'est celle des patrons des grandes entreprises du privé.

Les grands managers et leurs DRH sont rompus à l'exercice de la négociation à compte bloqué : il s'agit de faire semblant de discuter en faisant mine de lâcher du lest sur des sujets où il était prévu dès le départ de le faire et surtout de ne rien lâcher sur l'essentiel. Pas question de céder autre chose que des miettes du gâteau dont ils se goinfrent.

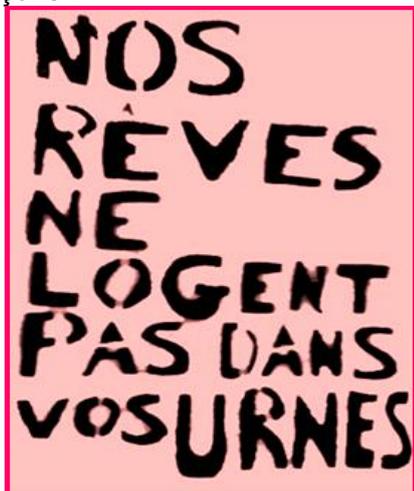
La voici donc à la manœuvre la « *Politique autrement* », à grands coups d'ordonnances et de bourrage de crânes. Dans la startup République c'est *marche ou crève, si t'es pas content tu dégages ! Cause toujours, c'est les patrons qui décident ! Si t'es pas d'accord c'est que t'es trop con pour comprendre !*

Et pour être encore plus clair : *si t'es trop pauvre et ben t'avais qu'à être riche !*

Résister, lutter, ne pas abandonner

Le constat est affligeant : cinquante ans après mai 68 nous voilà tombés bien bas. Que reste-t-il de la folle respiration révolutionnaire de ce si joli mois de mai ? Que reste-t-il de ce délicieux orgasme de l'Histoire ? Des souvenirs, des commémorations, des regrets ?

Comment penser à des jours meilleurs en ayant assisté à la liquéfaction de la gauche, dissoute dans l'allégeance à la loi du marché ? Comment ne pas désespérer devant le spectacle pathétique des vociférations parlementaires du leader des insoumis autoproclamés et de sa camarilla de donneurs de leçons ?



Malgré tout il y a des raisons d'espérer. Les medias grand public aux ordres de leurs patrons surpuissants ont beau multiplier les interviews orientées et les tribunes à sens unique, il leur est impossible de cacher le mécontentement grandissant et profond des victimes d'une société qui ne tourne que pour remplir les poches des nantis.

La détermination des grévistes de la SNCF, la résistance acharnée des occupants de Notre Dame des Landes, les manifestations quotidiennes des personnels de santé montrent qu'il ne faut pas abandonner. L'arrogance du pouvoir, son mépris constamment affiché pour les *gens*, son recours permanent au chantage et à la force brute, ne sont pas une fatalité indépassable.

Les femmes et les hommes épris de justice sociale et de liberté du monde entier payent cher les erreurs d'un mouvement ouvrier qui s'est laissé entrainer dans les impasses du communisme autoritaire et dans la soumission au marché de la social-démocratie réformiste.

Face à une oligarchie qui défend ses privilèges par tous les moyens il ne faut pas désespérer, il faut juste lutter encore et toujours. Par exemple pour une économie à but non lucratif, pour une société solidaire, pour l'égalité économique et sociale et biens d'autres choses encore.

Pour cela il faut absolument que la parole, les paroles se libèrent. Qu'on arrête tous ensemble de subir les discours dominants et qu'on se mette enfin à construire la révolution qui avait repointé le bout de son nez un certain moi de mai, il n'y a pas si longtemps...



JV, OA Toulouse
Avril 2018



Pour contacter Organisation Anarchiste

oa@infosetanalyseslibertaires.org

Nos groupes et liaisons

PERPIGNAN

Groupe Puig Antich

Messagerie:

contact@groupe-puig-antich.info

Librairie **Infos** 2, rue Théodore Guiter - Perpignan
(prés de la place des Poilus)

Permanences : samedi de 15H à 19H

TOULOUSE

Groupe Albert Camus

Messagerie:

groupe.albert.camus@gmail.com

36 rue de Cugnaux 31300 Toulouse

Permanences : les Mardi de 18h30 à 19h30 semaines
impaires et les jeudis semaines paires.

COMMINGES

(Pyrénées centrales)

Groupe Nosotros

Messagerie :

nosotros1936@yahoo.fr

MONTPELLIER

Groupe Victorine

Messagerie:

groupe-victorineoamtp@ntymail.com

CARCASSONNE

Groupe Anarchiste de Carcassonne

Messagerie:

groupecarcassonne@gmail.com

93 / Liaison Région parisienne

Ecrire au secrétariat

Messagerie:

oa@infosetanalyseslibertaires.org

AUCH

Liaison du Gers

Ecrire au secrétariat

Messagerie:

oa@infosetanalyseslibertaires.org

ORLÉANS

Liaison du Centre

Ecrire au secrétariat

Messagerie:

oa@infosetanalyseslibertaires.org

ALLIER

Liaison de l'Allier

organisationanarchiste03@orange.fr